



CYCLE DE CONFÉRENCES

Migration et sociétés arabes

Sept tables rondes entre octobre 2023
et avril 2024

en présentiel au 12 rue Raymond Aron Paris 13^e
et/ou en visio sur inscription via Zoom

Comité d'organisation

Tamirace Fakhoury (Université d'Aalborg), Ségolène Le Stradic (CAREP Paris), Asma Noura (CAREP Paris), Isabel Ruck (CAREP Paris).

Argumentaire

La question des migrations au sein des pays arabes n'a pas suscité beaucoup d'intérêt par le passé, et dans la littérature scientifique, peu d'études s'intéressent aux migrations dans les contextes non occidentaux en général et arabes en particulier. Le concept même d'« État migratoire », introduit par J.-F. Hollifield en 2004, s'applique uniquement aux démocraties libérales. En général, les études sur les migrations depuis l'époque de la guerre froide peuvent être qualifiées d'eurocentriques, s'attachant à résoudre les préoccupations et dilemmes sécuritaires de l'Europe occidentale (Tsourapas, 2021). Cela peut également s'expliquer par l'approche dominante dans les relations internationales qui considère les États du Sud soit comme des « États faibles » (Migdal, 1988), soit comme des États tout puissants, notamment dans le cas des « États rentiers » du monde arabe (Beblawi, 1987 ; Beblawi & Luciani, 2015 ; Tsourapas, 2021). Ainsi la tendance à négliger les dynamiques migratoires dans les contextes non occidentaux persiste, bien que certains chercheurs aient commencé à remettre en question cet eurocentrisme (Tsourapas 2021 ; Thiollet & Natter, 2022).

Mais un tel raisonnement est trompeur lorsqu'il s'agit de comprendre les dynamiques migratoires et leurs effets sur les sociétés locales. Car loin de subir les migrations, les États arabes se sont montrés à plusieurs égards efficaces pour attirer ou expulser les immigrés, ainsi que pour limiter et contrôler leurs émigrants et leurs citoyens à l'étranger (Thiollet, 2021 et 2022). Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la région a souvent été le théâtre de phénomènes migratoires exceptionnels (Thiollet, 2016).

Toutefois, les études existantes sur le sujet se concentrent essentiellement sur deux types de migrations arabes : les migrations économiques, associées à la région du Golfe depuis les années 1960 d'une part, et les migrations forcées, dues principalement aux conflits au sein de la région, d'autre part (Fargues, 2017). Si une partie de ces migrations forcées a pris la forme d'un flux vers les pays occidentaux, la plupart se sont en réalité concentrées à l'intérieur des pays concernés ou au sein de la région (Thiollet, 2013).

Par ailleurs, loin d'être uniquement une terre d'émigration, les pays du Maghreb et du Machrek deviennent aussi des lieux d'immigration (Bensaad, 2009 ; Alcaraz, 2018), temporaire ou permanente, tant dans un contexte d'externalisation du contrôle des frontières de l'Union européenne (Boubakri, 2022) que dans celui de l'émergence du « refugee rentier state » (des États qui accueillent des réfugiés et qui dépendent financièrement des revenus externes liés au traitement de ces derniers) dans le monde arabe (Tsourapas, 2021). Par ailleurs, l'intérêt croissant envers les migrations liées aux dérèglements climatiques et à la notion encore controversée de « migrant environnemental » concerne particulièrement les pays de cette région, très exposés à ces conséquences environnementales (Sadeq et Mekouar, 2021). À titre d'exemples, les sécheresses sans précédent qui ont touché la Syrie entre 2006 et 2011 ou l'inondation presque totale du nord du Soudan depuis 2019 font partie intégrante de la problématique migratoire de la région.

Le printemps arabe de 2011 et les guerres civiles syrienne et libyenne ont aussi soulevé de nouvelles questions et suscité l'intérêt de chercheurs pour la question migratoire dans le monde arabe. Plusieurs études ont ainsi analysé l'impact des événements de 2011 sur les schémas migratoires préexistants dans la région (Bel-Air, 2012 ; Pagès el Karoui, 2015 ; Fakhoury, 2016), tandis que d'autres se sont concentrés sur l'émergence de nouveaux phénomènes, tels que l'évolution de la relation entre l'État et les réfugiés (Fakhoury, 2021 ; Natter, 2021 ; Mamdani, 2020 ; Mufti, 2014), l'impact de la migration sur l'espace urbain arabe (Fawaz et al., 2018 ; Dorai & Puig, 2012 ; El-Khoury Tannous et al., 2018) ou encore la place des femmes dans les circuits migratoires (Shah, 2004). En effet, l'un des changements les plus significatifs dans les schémas migratoires au cours des cinquante dernières années est que les femmes sont plus nombreuses à émigrer seules. Dans la région arabe, 33 % des migrants en 2019 étaient des femmes (UNPFA, 2019).

La crise migratoire au sein de la Méditerranée depuis 2011 a également donné lieu à de nombreux travaux sur la gouvernance migratoire en général (Pécoud, 2015 ; Pécoud & Thiollet, 2023) et dans l'espace euro-arabe en particulier (El Qadim, 2015 ; Cassarino, 2022). Si Antoine Pécoud souligne dans son ouvrage *Depoliticizing migration : Global Governance and International Migration Narratives* (Palgrave Macmillan, 2015) que les organisations internationales construisent discursivement la migration comme un enjeu dépolitisé de gouvernance, les travaux de Jean-Pierre Cassarino montrent quant à eux comment les pays arabes imposent à ces organisations des systèmes de conditionnalités réciproques (Cassarino, 2018).

L'immigration subsaharienne croissante au sein des pays du Maghreb a, elle aussi, suscité davantage d'attention, comme l'a montré l'étude de Camille Cassarini sur l'irrégularité juridique du phénomène de migration subsaharienne en Tunisie depuis 2011 (Cassarini, 2020), ou celle de Vincent Geisser sur le statut des migrants subsahariens depuis la chute de Ben Ali (Geisser, 2019).

Malgré de nombreuses recherches existantes sur différents aspects de la migration dans les sociétés arabes, on constate néanmoins la persistance d'une asymétrie dans la recherche sur le sujet. Au-delà des raisons politiques qui peuvent expliquer cet écart - la migration est souvent considérée comme une question de sécurité nationale et la chasse gardée des régimes politiques - cette asymétrie met également en évidence la géographie de l'emploi et des institutions scientifiques, l'économie du financement de la recherche et la politique des publications universitaires, autant d'éléments qui favorisent les démocraties avancées en tant qu'objet d'intérêt de la recherche scientifique sur les migrations (Kabbanji, 2014 ; Natter & Thiollet, 2022).

Le cadre théorique mobilisé par les études migratoires aurait tendance à reproduire des formes hégémoniques d'exclusion et de pouvoir (Dahinden, 2021 et 2022). En s'appuyant essentiellement sur une logique d'État-nation, les études migratoires ignorent les héritages coloniaux et le racisme, les formes patriarcales de production de connaissances et introduisent une hétéronormativité binaire. Ces conceptions de la migration centrées sur l'État-nation reposent sur un nationalisme méthodologique et impliquent trois pièges épistémologiques qui continuent à façonner une grande partie de la recherche sur les migrations à ce jour : la naturalisation de l'ordre international des États-nations qui en résulte ; l'ontologisation des « migrants » en tant qu'objets de recherche « prêts à l'emploi » ; la présentation de la migration comme un problème de

gouvernement (Tazzioli, 2022).

S'ajoute à cela le fait que les études migratoires succombent ces vingt dernières années aux lectures de sécuritisation. Cette sécuritisation et la criminalisation des migrations et franchissements irréguliers des frontières ont contribué à construire un discours pointant le migrant comme une menace pour la sécurité nationale (Bourbeau, 2011 ; Huysmans, 2000). Or, l'implication proactive des pays d'Afrique du Nord dans la coopération renforcée sur la migration et les contrôles frontaliers ne peut être correctement saisie en se référant exclusivement à la sécurisation des politiques migratoires. Il ne fait aucun doute que la réaction des pays d'Afrique du Nord à cette stratégie a été avant tout façonnée par leurs préoccupations nationales et régionales respectives. Loin d'adopter passivement les lignes directrices de l'Ouest, les pays arabes les ont souvent transposées à leur manière et de façon sélective pour renforcer leur propre position au niveau national et international (Cassarino, 2018 ; Barsoum et al., 2017 ; El Qadim, 2015 ; Sboui, 2006).

Partant de ces quelques constats introductifs, notre cycle de conférences souhaite faire la lumière sur la question migratoire dans le monde arabe tout en interrogeant la production scientifique locale sur ce sujet. En décentrant notre regard sur les phénomènes migratoires du Sud, nous espérons esquisser de nouvelles perspectives de recherches.

Notre cycle se structure autour de sept tables-rondes, chacune abordant une thématique centrale du sujet.

Programme

Session 1 | 12 octobre 2023 (en présentiel)

Production de connaissances critiques sur les migrations

Cette première table-ronde vise à dépasser le nationalisme méthodologique et l'approche stato-centrée des migrations en proposant un regard décentré sur le sujet. Nous remettons au débat la notion même de « migrant » en interrogeant comment celle-ci est le résultat d'une co-construction.

Session 2 | 14 novembre 2023 (en présentiel)

Quelle gouvernance du phénomène migratoire dans le monde arabe ?

Quels outils théoriques et analytiques permettent d'appréhender et de comprendre la gouvernance du phénomène migratoire dans le monde arabe ? Quels sont les acteurs de cette gouvernance et quel est son impact effectif ? Quel rôle incombe aux États arabes dans la définition, la circulation et la mise en œuvre des normes et directives des organisations internationales sur les migrations ?

Session 3 | 14 décembre 2023 (en ligne)

Migration et crispations socio-politiques dans le monde arabe

Cette troisième session aborde les dynamiques d'inclusion et d'exclusion de migrants dans les sociétés arabes. La recrudescence d'un sentiment xénophobe à l'égard des migrants se ressent dans plusieurs pays de la région et nous invite à réfléchir sur les crispations sociopolitiques en rapport avec le fait migratoire.

Session 4 | 18 janvier 2024 (en ligne et en anglais)

L'économie de la migration dans les sociétés arabes

Cette quatrième table ronde aborde la question de l'interaction entre migration et économie dans le monde arabe, à l'échelle étatique (comment les états de la région bénéficient économiquement des flux migratoires, légaux comme illégaux) et institutionnelle (le rôle des organisations internationales et humanitaires dans cette économie de la migration à l'échelle régionale). La table ronde explorera particulièrement le cas des "refugee rentier states" dans la région et la façon dont les flux de migration sont exploités à des fins politiques ou économiques.

Session 5 | 15 février 2024 (en ligne et en anglais)

L'apport des migrants à l'économie des pays arabes

La cinquième table ronde explore la participation des migrants à l'économie formelle et informelle des pays hôtes. Le parcours des migrants/réfugiés-entrepreneurs sera mis en avant, ainsi que la capacité des migrants et des réfugiés à négocier diverses opportunités économiques à travers leurs propres réseaux communautaires.

Session 6 | 14 mars 2024 (en présentiel)

Migrations et espaces urbains dans le monde arabe

Cette sixième table-ronde s'intéresse au lien entre migration et espace urbain dans les sociétés arabes. Nous interrogerons notamment comment les migrations (re) façonnent les espaces urbains, tout en questionnant également la manière dont ces espaces impactent les migrants. Le contexte urbain favorise-t-il l'intégration des migrants dans les sociétés arabes ou, au contraire, est-il synonyme d'anonymat et d'exclusion ?

Session 7 | 18 avril 2024 (en présentiel)

Art et migration

Cette dernière table-ronde interroge la manière dont les productions artistiques se sont saisies de la question migratoire. Nous questionnerons non seulement les représentations des migrants dans la littérature, le cinéma arabe et les arts performatifs, mais aussi l'art comme possible forme d'expression et d'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil.

Bibliographie

Références en arabe

- أبوزيد، أحمد محمد. الاستقرار السياسي في دول مجلس التعاون لدول الخليج العربية أمام تحدي الهجرة والخلل السكاني. سياسات عربية، العدد ٣١، ٢٠١٨، ص ٢٣-
- الموسى، عبد الرسول علي. الهجرة والهجرة المعاكسة: نموذج دول الخليج العربية ودول المغرب العربي. عالم الفكر، المجلس الوطني للثقافة والفنون والآداب، ١٩٨٦
- نجار، باقر سلمان. حلم الهجرة للثروة، الهجرة والعمالة المهاجرة في الخليج العربي. مركز دراسات الوحدة العربية، ٢٠٠١
- طمان، دينا محمد سناء فضل ربه. الهجرة واقتصاد المعرفة في ضوء الهجرات العربية. المجلة العربية للآداب والدراسات الإنسانية، ٢٠٢٠، عدد ١٣، ص 121-144

Références en anglais et en français

- Adamson, F. B., and G. Tsourapas. 2020. "The Migration State in the Global South: Nationalizing, Developmental, and Neoliberal Models of Migration Management", *International Migration Review* 54 (3): 853–882.
- Alcaraz, E. 2018. « Les migrants libyens en Tunisie : un enjeu majeur des dynamiques migratoires dans l'espace maghrébin », *Revue internationale des études du développement* 4 (236) : 9 – 31.
- Barsoum, G., Wahby, S. and Sarkar, A. 2017. *Youth and Employment in North Africa: A Regional overview*, International Labour Organization, Geneva.
- Beblawi, H. 1987. "The rentier state in the Arab world", *Arab Studies Quarterly*, Vol. 9, No.4.
- Beblawi H. and Luciani, G. 2015. *The Rentier State in the Arab World*. London, Routledge.
- Bel-Air (de), F. 2012. « "Printemps arabes" et gestion des migrations dans les pays du Golfe : vers une réforme politique ? », *Migrations Société*, 5 (143), 87–104.
- Ben Achour, S. 2019. *Les libertés individuelles des étrangères et des étrangers en Tunisie : Les métèques de la République*, ADLI, Heidelberg.
- Ben Achour, S. 2011. « Migration et asile en Tunisie depuis 2011 : vers de nouvelles figures migratoires ? », *CARIM Notes d'analyse et de synthèse* 2011/47, Institut universitaire européen.
- Ben Achour, S. et Ben Jemia, M. 2011. « Révolution tunisienne et migration clandestine vers Europe : Réactions européennes et tunisiennes », *Migration Policy Centre, CARIM Analytic and Synthetic Notes*, 65.
- Ben Achour, S. 2008. « Le Cadre juridique des migrations clandestines en droit tunisien », *Annales des Sciences Juridiques*, n°2008, pp. 105-134.
- Bensaâd, A. 2009. *Le Maghreb à l'épreuve des migrations subsahariennes*. Paris, Karthala.
- Borchmann, G. and Hammar, T. 1999. *Mechanisms of Immigration Control: A Comparative Analysis of European Regulation Policies*, Berg Publishers.
- Boubakri, H. 2022. *The EU externalization of its external border control to North Africa and beyond: Its impact on the people and third countries of the region*, Policy Brief, Centre

- for Migration and Refugees Studies/ School of Global Affairs and Public Policy, American University in Cairo & OIM.
- Boubakri, H. 2015. « Migration et asile en Tunisie depuis 2011 : vers de nouvelles figures migratoires ? », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol. 31, N° 3 et 4, pp. 17–39.
- Bourbeau, P. 2011. *The Securitization of Migration. A study of movement and order*, London, Routledge.
- Cassarini, C. 2000. « L'immigration subsaharienne en Tunisie : de la reconnaissance d'un fait social à la création d'un enjeu gestionnaire », *Migrations Société*, N° 179 (1): 43-57.
- Cassarino, J.-P. 2018. "Beyond the criminalisation of migration: a non-western perspective", *Int. J. Migration and Border Studies*, Vol. 4, No. 4.
- Cassarino, J.-P. 2020. "Are Current "Return Policies" Return Policies ? A Reflection and Critique", In Ronald Skeldon and Tanja Bastia (eds.), *Routledge Handbook of Migration and Development*. New York : Routledge, pp. 343-352.
- Chatty, D. 2013. "Guests and Hosts: Arab Hospitality Underpins a Humane Approach to Asylum Policy", *The Cairo Review of Global Affairs* 9: 76–85.
- Dahinden, J. & Anderson, B. 2021. "Exploring New Avenues for Knowledge Production in Migration Research: A Debate Between Bridget Anderson and Janine Dahinden 'Pre and After the Burst of the Pandemic'", *Swiss Journal of Sociology*, 47 (1), pp. 27-52.
- Dahinden, J. 2022. *Addressing complex hegemonies, power and reflexivities within migration studies: Ways forward?*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies and MPC: Migration Policy Centre: <https://www.eui.eu/events?id=547789>.
- Doraï K. (ed.), Puig Nicolas (ed.) 2012. *L'urbanité des marges : migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, Paris : Téraèdre.
- El-Qadim, N. 2015. *Le gouvernement asymétrique des migrations*, Maroc/Union européenne, Paris : Dalloz.
- Fakhoury, T. 2016. "Securitising Migration: The European Union in the Context of the Post-2011 Arab Upheavals", *The International Spectator - Italian Journal of International Affairs*, Vol. 51, Issue 4.
- Fakhoury, T. and Brand, L. 2018. "Migration and Transnational Governance: Middle East Cases and Challenges", *Mashriq & Mahjar* (5):1.
- Fakhoury, T. 2019. "Multi-level governance and migration politics in the Arab world: the case of Syria's displacement", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol. 45, Issue 8, (special issue): Migration Governance in an Era of Large Movements.
- Fargues, P. 2017. "Mass Migration and Uprisings in Arab Countries: An Analytical Framework", In G. Luciani (ed.) *Combining Economic and Political Development : The Experience of MENA*, International Development Policy series 7 (Geneva: Graduate Institute Publications, Boston: Brill-Nijhoff), pp. 170–183.
- Ferhi, S. 2009. « L'immigration arabe dans le monde », *Migrations Société*, N° 125, pp. 11-40.
- Garcés-Mascreñas, B. 2019. "Beyond Methodological Western-Centrism: The 'Control Gap'

- Debate Reconsidered from a Global Perspective”, In *The Routledge Handbook of the Politics of Migration in Europe*, edited by A. Weinar, S. Bonjour, and L. Zhyznomirska, 50–59. Milton Park, UK: Routledge, Taylor & Francis Group.
- Geisser, V. 2019. « Tunisie, des migrants subsahariens toujours exclus du rêve Démocratique », *Migrations Société* 3 (177), 3–18.
- Huysmans, J. 2000. “The European Union and the Securitization of Migration”, *Journal of Common Market Studies*, Vol. 38, No.5, pp. 752-77.
- Katharina Natter & Hélène Thiollet (2022) Theorising migration politics: do political regimes matter?, *Third World Quarterly*, 43:7, 1515-1530
- Mamdani, M. 2020. *Neither Settler nor Native: The Making and Unmaking of Permanent Minorities.*, Cambridge, MA: The Belknap Press of Harvard University Press.
- Migdal, J.-S. 1988. *Strong societies and weak states: State-society relations and state capabilities in the Third World*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Mufti, K. 2014. “Official Response to the Syrian Refugee Crisis in Lebanon, the Disastrous Policy of No-Policy”, *Civil Society Knowledge Centre* 1 (1): 1–7.
- Natter, K. 2018. “Rethinking Immigration Policy Theory beyond ‘Western liberal democracies’”, *Comparative Migration Studies* 6 (1): 4
- Pag es-El Karoui, D. 2015, “The Arab Spring: A revolution for Egyptian Emigration ?”, *Revue européenne des migrations internationales* 3-4, (Vol. 31) 146–169.
- Pécoud A. 2015. *Depoliticising Migration. Global Governance and International Migration Narratives*, Basingstoke (UK): Palgrave Macmillan.
- Pécoud A. et Thiollet H. 2023. *Research handbook on the Institutions of Global Migration Governance*. London, E. Elgar.
- Raach F. 2022. “On ‘Safety’ and EU Externalization of Borders”, *European Journal of Migration and Law*, 24, pp. 540-599.
- SaadEddin, I. 1982. “Oil, Migration and the New Arab Social Order”, In *Rich and Poor States in the Middle East: Egypt and the New Arab Order*, edited by M. H. Kerr and A.-S. Yasin, 17–69. Boulder, CO & Cairo, Egypt: Westview Press; American University in Cairo Press.
- Sboui F. 2006. « Le dualisme du march e du travail en Tunisie : choix occupationnel et  cart Salarial », * conomie & Pr evision*, 174(3), 21-37.
- Shah, N.M. 2004. “Gender and Labour Migration to the Gulf Countries”, *Feminist Review* N 77, *Labour Migrations: Women on the Move*, pp.183-185.
- Shilliam, R. 2021. *Decolonizing Politics: An Introduction*. Cambridge, UK: Polity ;Tazzioli, M. 2022. *Who is a Migrant? Abandoning the Nation-state Point of View in the Study of Migration*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies and MPC: Migration Policy Centre: <https://www.eui.eu/events?id=547789>.
- Thiollet, H. 2011. “Migration as Diplomacy: Labor Migrants, Refugees, and Arab Regional Politics in the Oil-Rich Countries”, *International Labor and Working-Class History* 79(1): 103–121.
- Thiollet, H. 2013. “Migrations, exils et printemps arabes”, Frédéric Charillon ; Alain Dieckhoff. *Afrique du Nord Moyen-Orient 2012-2013. La double recomposition*, La Documentation

française.

Thiollet, H. 2016. « Gérer les migrations, gérer les migrants : une perspective historique et transnationale sur les migrations dans les monarchies du Golfe », *Arabian Humanities*, 7.

Thiollet, H. 2021. "Migrants and Monarchs: Regime Survival, State Transformation and Migration Politics in Saudi Arabia", *Third World Quarterly*, 1-21.

Thiollet, H. 2022. "Illiberal Migration Governance in the Arab Gulf", In *Understanding Global Migration*, edited by J. Hollifield and N. Foley, 50-80. Redwood City, CA: Stanford University Press.

Tsourapas, G. 2019. "The Syrian Refugee Crisis and Foreign Policy Decision-Making in Jordan, Lebanon, and Turkey", *Journal of Global Security Studies* 4 (4): 464-481.

Weiner, M. 1985. "On International Migration and International Relations", *Population and Development Review* 11 (3): 441.

Wyss, Anna, and Janine Dahinden. 2022. "Disentangling entangled mobilities: reflections on forms of knowledge production within migration Studies", *Comparative Migration Studies* 10 (1):33.



Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris
www.carep-paris.org